

Selon une étude menée par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), le littering, comportement qui consiste à jeter des débris dans des lieux publics, génère des coûts annuels d'environ 200 millions de francs, principalement supportés par les collectivités publiques. Malgré des campagnes de sensibilisation, des infrastructures développées et des nettoyages adaptés, ce phénomène reste un problème pour de nombreuses communes. La journée organisée par la Fondation suisse pour la pratique environnementale Pusch, représentée par la FDDM*, le 16 novembre dernier, à Lausanne, a donné un aperçu des stratégies et des actions menées par les collectivités publiques, les entreprises privées et les manifestations pour lutter contre le phénomène du littering.

Littering: stratégies et actions pour les communes et les organisateurs de manifestations

Plus de 60 participants ont écouté les exposés d'un panel varié d'intervenants. L'OFEV, qui n'a qu'un rôle de coordinateur dans ce domaine, en particulier au travers de la Table ronde "Mesures contre le littering", a présenté les différents déchets et leur conséquence sur les frais annuels de nettoyage supportés par les communes: 35 % pour les emballages pour boissons, 19 % pour les emballages de repas et 36 % pour les cigarettes. Il est maintenant admis de reporter les coûts sur les points de vente de ces produits ou sur d'autres générant des déchets dans l'espace public. Cette taxe sur les déchets sauvages est en discussion avec les cantons non représentés ce jour-là.

Mac Donald est prêt à répondre à ce principe du pollueur-payeur; même s'il relève que les magasins de sa chaîne ont déjà intégré le nettoyage aux environs des restaurants (mais avec des résultats plus ou moins réussis selon les questions du public).

British American Tobacco (BAT) n'estime pas que cette mesure soit incitative. Il relève un paradoxe: les attentes des individus envers les institutions et les acteurs de l'économie sont toujours plus grandes, alors que les attentes de la société envers les individus se réduisent peu à peu. Il estime que les devoirs de BAT sont d'ordre technique (biodegradabilité des filtres des cigarettes) et informatif.

Les 3 Villes oratrices ont donné des anecdotes et des chiffres de terrain.

Lausanne rappelle que ses rues piétonnes ont augmenté de 25 % en 10 ans, et que l'abandon de la clause du besoin (1995) a conduit à l'ouverture de nombreux lieux publics, qui ont aussi vu leurs habitudes modifiées par l'interdiction d'y fumer, par ailleurs non sans conséquences sur d'autres secteurs que le nettoyage des rues (canalisations et stations d'épuration).

Le programme Hercule de la Ville de Genève contient un volet "logistique, communication, répression". Dans ce

contexte, elle a adapté son mobilier et réactualisé les horaires de travail pour assurer plus de nettoyage. Elle relève aussi des campagnes de marquage au sol, les éco-contrats avec les entreprises telles que Mac Donald, la répression parfois inévitable et les journées citoyennes (entreprises offrant du temps pour nettoyer des lieux publics).

La stratégie de Fribourg est une infrastructure adaptée (avec un clin d'oeil à une poubelle compactant les déchets grâce à l'énergie solaire), la coordination (entre autres avec la police), l'information et la répression. Les écoles sont impliquées dans les campagnes Stop littering, et en particulier lors de leur fête annuelle.

Pour la Fédération romande des consommateurs, Cosedec et l'IGSU, la sensibilisation commence tôt; ne serait-ce que par les habitudes alimentaires et l'évitement à la source du suremballage pour les en-cas et pique-niques de nos enfants; en donnant du sens aux actions de la collectivité ou par les missions d'ambassadeurs (des jeunes informant des jeunes).

Les CFF et les organisateurs de manifestations (le Paléo festival et le slow-Up Valais) relèvent qu'effectivement leurs usagers ou leur public sont, pour la plupart, favorables aux changements (tri dans les trains ou gobelets consignés selon des chiffres bien documentés et illustrés).

Une bonne nouvelle pour que chacun puisse profiter de l'espace public.

Compte rendu rédigé par
Anne-Claude Imhoff,
BIRD, Prilly et Genève
www.forumdechets.ch

* Fondation pour le développement durable des régions de montagne FDDM, www.fddm.ch



Les communes de Suisse romande ont répondu présent à cette journée organisée par la Fondation Pusch et qui s'est déroulée à Lausanne, près de la gare. Les noms des intervenants et le programme sont disponibles sur le site www.environnement-pratique.ch.